

DU MÊME AUTEUR

avec Mathieu Guidère

Le Manuel de recrutement d'Al-Qaïda
Seuil, 2007

Le Sixième Continent
L'utopie de Thomas More
Vrin, 1996

NICOLE MORGAN

HAINES FROIDES

À quoi pense la droite américaine ?

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-109117-5

© ÉDITIONS DU SEUIL, SEPTEMBRE 2012

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

Discipline de marché ou discipline de droit

Pour ceux que les répétitions rassurent et que les cycles endorment, l'élection américaine de 2012 c'est du déjà-vu, *business as usual*, dirait-on outre-Atlantique. Démocrates et républicains défendent avec passion, démagogie et souvent mauvaise foi leur programme respectif. Les premiers parlent justice et insistent sur l'importance de l'intervention de l'État sous la forme de taxation, réglementations et services, tout en promettant de réduire ses dettes et de privatiser les services. Les seconds veulent réduire le gouvernement, qu'ils jugent trop dépensier, à une peau de chagrin au nom de la vieille doctrine du laissez-faire qui, disent-ils, a fait la fortune et la prospérité des États-Unis d'Amérique dont ils promettent le retour¹.

1. Certes, la crise économique aidant, les accusations sont particulièrement véhémentes mais elles ne constituent pas une première ni sur leur fond ni sur la forme. Franklin D. Roosevelt, dans des circonstances similaires, avait été accusé, comme Barack Obama, d'être socialiste sinon communiste avec une différence dans l'affiliation : en 1942, on accusait Roosevelt d'être de mèche avec l'Union soviétique, en 2012, Obama de l'être avec la France. Nous sommes dans ce que Richard Hofstadter a appelé la vieille tradition « paranoïde » de la vie politique américaine. On peut lire ce livre qui n'a pas beaucoup vieilli : Richard

Les Européens plongés dans leurs propres problèmes politiques prêtent une attention distraite au spectacle offert par les conventions à l'américaine avec leurs fanfares, chapeaux, confettis, banderoles et pancartes. À peine prend-on note d'un mouvement populiste sorti de l'ombre : le Tea Party, trop vite assimilé à un poujadisme *made in America*, le folklore en plus.

C'est fort dommage car ce dont il s'agit, et qui n'est pas dit explicitement lors des débats, concerne l'avenir de tous les États-nations modernes dont le pouvoir, la souveraineté et les prérogatives sont remis en question par l'ouverture de leurs frontières économiques. N'y voyons aucun complot sinon, si l'on insiste, celui d'un *deus ex machina* particulièrement industriel. Les nouvelles technologies, qu'elles soient celles de l'informatique ou simplement celle du transport réfrigéré des marchandises, offrent, à des entreprises maintenant multinationales, la planète – sols, sous-sols, océans et espaces – à exploiter, sans oublier la possibilité d'aller chercher savoirs et main-d'œuvre dans un « pool » mondial, hors des enclaves nationales. Donnons l'exemple d'un nom bien connu et de statistiques bien cachées. Apple, la plus grande compagnie américaine, n'emploie que 43 000 « nationaux », soit un dixième de la main-d'œuvre locale utilisée par General Motors lorsque la compagnie était au firmament des compagnies américaines. En revanche, Apple fait travailler indirectement plus de 700 000 fournisseurs dans le monde, en Chine particulièrement. Non seulement les salaires y sont bas, mais l'approvisionnement du matériel requis est facilité par la densité urbaine qui met toutes ses opérations à portée de main.

J. Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics, and Other Essays*, New York (NY), Knopf, 1965.

Les entrepreneurs ne se contentent pas d'avoir le choix de leur main-d'œuvre, choix qui les libère des lois sur le travail et des contrats syndicaux, ils ont également celui de leur résidence qui leur permet parfois d'échapper à toute fiscalité ; ils ont accès aux écoles et aux hôpitaux privés du monde entier, les poussant à l'indifférence, sinon au mépris, envers les services publics, offerts par les États modernes, qu'ils disent de moindre qualité. Ils vivent sur un sixième continent qu'ils sont en train de construire.

Il est fini le temps de l'après-révolution industrielle où l'État offrait aux grandes industries nationales privées les infrastructures et les ressources humaines dont elles avaient besoin au sein même du territoire sur lequel elles investissaient en retour. Il s'achève le temps, et plus vite qu'on ne le pense, où le mot « citoyen » conférait des devoirs et des droits particuliers d'accès à des sols, sous-sols, patrimoines, à du travail et des services. Il ne reviendra plus le temps où Paul Krugman¹ pouvait dire que l'État fédéral américain était une « méga-compagnie d'assurance doublée d'une armée² ». En termes de *real politik*, on peut dire que, aux États-Unis comme en Europe, le citoyen est en passe de perdre le traitement de préférence économique, légale et statutaire qui le distinguait de l'étranger. Le pouvoir souverain qu'il délégait démocratiquement à son gouvernement lui échappe

1. Paul Krugman est un économiste américain qui a reçu le prix Nobel d'économie en 2008. Il tient une tribune depuis 2000 dans le *New York Times* où il analyse avec perspicacité et clarté la scène économique et politique. On trouvera traduit en français ses livres les plus importants, dont *Pourquoi les crises reviennent toujours*, Seuil, 2000, rééd. et mise à jour, 2009.

2. Paul Krugman, « An Insurance Company with an army », *The New York Times*, 22 octobre 2011 ; <http://krugman.blogs.nytimes.com/2011/10/22/an-insurance-company-with-an-army-2/>.

et ce à un degré qu'il redoute au point de réveiller l'attrait des fascismes latents et des intégrismes actifs, prometteurs de retour au sein d'un clan soudé et protecteur.

C'est une de ces révolutions qui jalonnent la très riche histoire des échanges humains documentée par Fernand Braudel¹. C'est un de ces « défis » dont nous parle Toynbee², ces instants où se décident les partages de nouveaux territoires, accès et produits selon la formule d'Harold Lasswell qui définit parfaitement le champ politique : « Qui obtient quoi, quand et comment³. »

Revenons maintenant aux élections américaines et à ses deux partis politiques moins éloignés qu'on ne le pense qui débattent, sans le dire explicitement, d'une nouvelle attribution du pouvoir non seulement pour les États-Unis mais aussi pour le monde. Car le Parti républicain, fort d'une formidable idéologie qui sera l'objet de cet ouvrage, entend donner des réponses universelles aux questions posées par Harold Lasswell.

À la question « qui » doit avoir le pouvoir ? La réponse est simple. Si simple même qu'on pourrait dire avec John Kenneth Galbraith « qu'elle en est repoussante pour l'esprit. Lorsqu'il s'agit d'un sujet aussi important, un mystère plus profond nous semble la seule réponse décente⁴ ». Et

1. Fernand Braudel (1902-1985) a étudié, entre autres, les civilisations et les mouvements de longue durée en opposition à l'histoire événementielle.

2. Arnold Toynbee (1889-1975) a écrit une synthèse de l'histoire mondiale fondée sur les rythmes universels de la croissance, de l'épanouissement et du déclin.

3. Harold D. Lasswell, *Politics : Who Gets What, When, How*, réédité par Peter Smith Pub. Inc., Gloucester (Ma), 1990.

4. John K. Galbraith (1908-2006), professeur d'économie (Princeton et Harvard), fut le conseiller économique de plusieurs présidents

pourtant cela n'a plus rien de mystérieux. « Le secteur privé » veut le pouvoir et ne plus le partager avec le secteur public qu'il souhaite privatiser sans délai. Paul Krugman n'hésite pas à désigner ses dirigeants comme les « milliardaires à la barre des pouvoirs publics », barre qu'ils tiennent depuis plusieurs années, comme nous allons l'examiner. Symptomatique de cette prise de pouvoir, la une que *The Economist* de janvier 2012 a consacrée au favori à l'investiture républicaine pour la présidence des États-Unis : Mitt Romney. Accompagnant sa photo en posture impériale, on peut lire cette question en gros caractères : *America's next CEO ?* (Prochain PDG des États-Unis)¹ ? Il ne s'agit pas d'une phrase lancée à la légère, pas même d'une métaphore. *The Economist* ne plaisante jamais lorsqu'il s'agit de vanter la supériorité du monde des affaires.

La réponse est toute aussi simple lorsqu'il s'agit de déterminer le champ des compétences : le « Quoi ? » du « Qui ? ». Le PDG-président veut gérer tout ce qui appartient au secteur public, de l'éducation à la santé en passant par les services de police, sous le prétexte qu'il est meilleur gestionnaire. Cela inclut le secteur de la défense où les

des États-Unis (Franklin D. Roosevelt, John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson). La phrase citée concerne l'argent : « The study of money, above all other fields in economics, is one in which complexity is used to disguise truth or to evade truth, not to reveal it. The process by which banks create money is so simple the mind is repelled. With something so important, a deeper mystery seems only decent », in *Money : Whence it came, where it went*, Boston, Houghton Mifflin, 2001.

1. « Mitt Romney America's next CEO? Mitt Romney looks like winning the Republican nomination. The party could do worse », *The Economist*, 14 janvier 2012.

mercenaires sont de retour à une échelle peu soupçonnée¹. Seront ainsi éliminés tous les improductifs parasites qui ont vécu du secteur public – les serviteurs de l'État ou les bénéficiaires de services publics.

La réponse à « Quand ? » est elle aussi simpliste et donc dangereuse : elle se conjugue au présent. La croissance à l'aune de laquelle se juge la réussite du secteur privé n'attend pas, et d'autant moins que la concurrence mondiale est vive. Toutes les lois et les réglementations environnementales, financières ou sociales, qui voudraient planifier un avenir plus équitable ou durable freinent la croissance et sont par conséquent déclarées nuisibles. On ne comprend pas les attaques lancées contre les écologistes par Sarah Palin, candidate colorée et déchue à la vice-présidence de 2008, si on ne comprend pas ce raisonnement qui est, nous le verrons, l'acte de foi en forme de syllogisme de l'École de Chicago : l'environnementalisme étant l'ennemi de la croissance, il est l'ennemi de la prospérité mondiale. Et comme la prospérité c'est la démocratie, les règlements bloquent la marche de la démocratisation.

La réponse au « Comment ? » va alors de soi : le « laissez-faire » sera la procédure. Il s'agit de « réduire le gouvernement de façon à pouvoir noyer ce qu'il en reste dans une baignoire » pour reprendre l'expression d'un autre ténor du laissez-faire, Grover Norquist. La procédure est laissée aux lois du marché qui sont justes parce qu'elles récompensent toujours les entrepreneurs qui sont capables

1. Pour un livre très bien documenté sur le sujet, voir Peter W. Singer, *Corporate Warriors. The Rise of the Privatized Military Industry*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 2003. Et pour plus d'actualité on peut consulter http://www.alternet.org/world/144694/stunning_statistics_about_the_war_in_afghanistan_every_american_should_know/.

de répondre aux besoins de leur clientèle. Les citoyens sont des clients qui, s'ils sont laissés libres de choisir, sélectionneront les meilleurs produits et services pour, en fin de compte, l'avantage de tous. Le libre choix du vote est remplacé par le libre choix d'acheter un produit ou un service. Une main invisible y veillera, aussi bienveillante que les instincts moraux du bon sauvage de Jean-Jacques Rousseau.

Cette pression du laissez-faire n'est pas une petite poussée de fièvre printanière qui accompagnerait toute croissance, comme ce fut le cas dès qu'on en invoqua le principe... en 1680. Ce fut l'année où M. de Colbert reçut un certain M. Le Gendre qui représentait un groupe de marchands. Le contrôleur général des finances de France, sensible à leur cause, lui aurait demandé comment le roi pourrait se rendre utile. Le Gendre entra dans l'histoire en s'écriant : « Laissez-nous faire ! » Louis XIV, qui ne refusait pas grand-chose à son ministre pour le plus grand bien de son royaume, acquiesça. Donner plus de pouvoir aux marchands et premiers industriels ne diminuait en rien le sien. C'était encore le temps où il n'y avait pas de mélange de genre entre l'économique et le politique et cela dura pendant des siècles, révolution industrielle incluse.

Cela dit, le laissez-faire dont nous allons parler n'est pas le laissez-faire auquel l'histoire nous a habitués. C'est une révolution, documentée dès les années soixante-dix par Richard Barnet et Ronald Muller¹. Ceux qui dirigent les entreprises dites multinationales, expliquent-ils, sont les premiers dans l'histoire de l'humanité qui ont le pouvoir technologique, financier et idéologique de gérer la planète

1. Richard J. Barnet et Ronald E. Muller, *Global Reach. The Power of Multinational Corporations*, New York (NY), Simon and Schuster, 1974.

selon un modèle économique unique. Il demande essentiellement de transcender les États-nations et ce faisant de transformer tout le processus politique. En l'absence d'un législatif mondial qui structure et équilibre cette prise de pouvoir, on peut dire qu'il s'agit là d'un laissez-faire absolu (au sens de séparé).

C'est un changement de registre, une révolution dans l'ordonnance des sociétés humaines dont la radicalité n'apparaît pas encore parce que noyée sous une rhétorique à l'ancienne qui fait les choux gras des médias. Aux États-Unis, cette révolution est encore moins apparente car elle est cachée derrière les textes de la Bible ou ceux des Pères de la Confédération, versant épisodiquement dans un patriotisme dont Samuel Johnson nous dit qu'il est « le dernier refuge du coquin¹ ».

Comme bien des révolutions, celle-ci a été précédée d'une longue préparation idéologique d'autant plus invisible qu'elle est devenue universelle. Les idéologies se perçoivent par contraste et comparaison. Celle-ci, parce que trop présente et familière, nous est opaque.

Comme toutes les idéologies, elle se nourrit du terrain émotionnel et culturel dans lequel elle s'enracine. Dans le cas qui nous occupe, elle trouve un écho dans la méfiance américaine ancestrale envers le gouvernement et les « élites » de Washington, doublée d'un culte pour les géants de la libre entreprise qui ont fait la fortune des États-Unis. Mais ce n'est pas une idéologie nationale. Comme le marxisme,

1. Samuel Johnson (1709-1784) est un des monuments de la littérature anglaise. Selon James Boswell, qui lui consacra une immense biographie, cette phrase – *patriotism is the last refuge of a scoundrel* – fut prononcée le 7 avril 1775, sans référence à un contexte quelconque. Il insiste sur le fait que Samuel Johnson n'attaquait pas le vrai patriotisme.

elle a une portée universelle, utilisant les nouveaux moyens de communication et le chiffre pour construire un discours unique.

Valéry l'avait dit avec élégance : « Il n'y a d'universel que ce qui est assez bête pour l'être. » Le philosophe Isaiah Berlin reprendra le thème avec la causticité qui le caractérisait : « Le succès d'une idéologie tient à sa simplicité et non pas à sa vérité. Plus une idéologie est élémentaire... plus elle attire les foules. De surcroît, les idéologies (modernes) ont des prétentions scientifiques : ceux qui y adhèrent y gagnent soudain le prestige de la connaissance. La répétition de slogans, mots de passe et catéchismes divers tient lieu d'analyse : c'est très commode et pas fatigant. Enfin, l'idéologie exonère généralement les individus de toute responsabilité : il leur suffit de s'abandonner aux forces de l'Histoire, aux lois du Progrès, pour être dans le vrai¹. » Dans le cas qui nous occupe, le slogan du laissez-faire absolu a des accents marxistes sans le savoir et surtout sans le vouloir : il nous est promis que « la croissance sauvera le genre humain ».

Ajoutons que plus les idéologies sont simplistes plus, à la longue, elles apparaissent comme « aller de soi ». Plus elles perdurent, plus grande est la perte de contact avec la réalité et plus l'histoire que les peuples se racontent à eux-mêmes sur eux-mêmes devient délirante au sens étymologique du terme : elle sort du sillon.

Mais surtout, comme toutes les idéologies, celle-ci puise sa formidable force dans les grandes émotions de l'inconscient collectif humain. Ici, en l'occurrence, on retourne aux

1. Cité in Guy Sorman, *Les Vrais Penseurs de notre temps*, Paris, Fayard, 1989 ; <http://www.philo5.com/Les%20vrais%20penseurs/28%20-%20Isaiah%20Berlin.htm>.

classiques : la peur et la haine. L'utilisation de la peur comme levier de pouvoir a été mise en évidence lors de la « guerre contre la terreur », une métaphore qui ne veut strictement rien dire mais qui est si évocatrice qu'elle a fonctionné¹. On s'est moins intéressé en revanche à la haine, plus difficile à cerner dans un monde où, nous dit Baudrillard, elle a remplacé la « violence ». « La haine est plus irréelle, plus insaisissable dans ses manifestations, nous dit-il, que la simple violence. On le voit bien dans le cas du racisme et de la délinquance. C'est pourquoi il est si difficile de s'y opposer, que ce soit par la prévention ou par la répression. On ne peut pas la démotiver, puisqu'elle n'a pas de motivation explicite. On ne peut pas la démobiliser, puisqu'elle n'a pas de mobile. On ne peut guère la punir, puisque la plupart du temps elle s'en prend à elle-même : elle est le type même d'une passion aux prises avec elle-même². »

Ceci explique cela : la diminution sur une longue période de la violence physique, dont a fait preuve l'animal humain. Stephen Pinker a consacré au phénomène tout un ouvrage remarquablement documenté³. Précisons qu'il parle d'une évolution de longue durée avec ses mouvements sporadiques et ses possibles ruptures.

La haine dont nous allons parler n'est donc pas violence, quoique ce ne soit pas exclusif. Elle est « manque d'empathie », la marque de l'inhumain telle que définie par ce

1. Tom Engelhardt, *The United States of Fear*, Chicago (Ill.), Haymarket Books, 2011.

2. Jean Baudrillard, « Le degré Xérox de la violence », *Libération*, 2 octobre 1995 ; <http://www.liberation.fr/tribune/0101157384-le-degre-xerox-de-la-violence>.

3. Steven Pinker, *The Better Angels of our Nature. Why Violence has Declined*, New York (NY), Viking, 2011.

psychiatre qui, dans une prison de Nuremberg, répondit à la question de Goering « Qu'est-ce que le Mal ? ». Le laissez-faire total est en fin de compte un « laisser-mourir » dans l'indifférence les improductifs déchets humains, définis selon des critères économiques précis et donc chiffrés. Parce que le chiffre est le décideur, il s'agit d'une haine froide, glaciale, si l'on en croit Viktor Frankl. Ce psychiatre, prisonnier politique dans un camp de concentration, observa *in situ* que la dégradation la plus dévastatrice que les nazis infligeaient à leurs prisonniers était le chiffre tatoué sur leur bras. On leur signifiait que, n'étant plus nommés, ils ne faisaient plus partie du monde humain¹. C'est l'ultime douleur selon cette autre psychiatre, la lumineuse mais terre à terre Françoise Dolto, qui définit l'être humain comme effort constant de communication. Nous demandons toujours à l'autre de nous définir : il en dépend de notre être-au-monde.

Bien masqué par le chiffre si froid, le sentiment de haine était pourtant évident il y a une cinquantaine d'années lorsque l'idéologie de la haine froide s'est formulée dans toute sa clarté sous la plume d'une philosophe romancière du nom d'Ayn Rand. Peu connue des Français qui en déduisent qu'elle n'existe pas, elle mérite pourtant plus qu'un détour de la pensée tant son influence dûment orchestrée par tout l'argent du monde est importante aux États-Unis. L'objet de notre première partie – « Au début était la haine » – sera de faire les présentations.

Cette Américaine d'adoption, née en Russie au début du siècle dernier, fut la passionaria d'un capitalisme extrême,

1. Viktor E. Frankl, *Man's Search for Meaning*, New York (NY), Washington Square, 1959.

attaquant le marxisme cela va sans dire, mais surtout toutes les formes de socialismes européens, vers lesquelles inclinaient, selon elle, les États-Unis. Elle le fit à travers un discours philosophique aride, comme la plupart, mais surtout, et cela explique en partie son succès, en mettant en scène dans ses romans fleuves des héros beaux et solitaires (les entrepreneurs-créateurs) et des méchants ou plutôt les parasites méprisables (politiciens, fonctionnaires et récipiendaires) qui, comme tous les parasites, vivent aux dépens de leur corps porteur et dont il s'agit ni plus ni moins de se débarrasser. C'est théâtral et sans nuances, mais efficace pour construire ce genre de *mythos* sur lequel reposent les idéologies dures qui réclament des exterminations.

L'idéologie randienne est dure dans le contenu et dans la forme : un culte entoure Ayn Rand et ceux qui la critiquent le font à leurs risques et périls. C'est un culte entretenu grâce aux « dons généreux de la haute finance¹ » qui distribuent ses livres à des millions d'exemplaire depuis plus de trente ans dans les écoles et les universités. C'est de l'argent bien placé : d'après une enquête commanditée par la bibliothèque du Congrès, Ayn Rand talonne la Bible en termes d'influence sur les esprits jeunes et moins jeunes. Et ce n'est pas rien lorsqu'on connaît l'importance de la lecture de la Bible dans la psyché politique américaine.

L'histoire des idéologies étant faite, toujours selon Isaiah Berlin, de « cette rencontre entre des destins particuliers et des préoccupations universelles », Ayn Rand est arrivée à point nommé pour donner une permission prétendument morale à tous les entrepreneurs de la mondialisation, dont

1. Ayn Rand, « The Tea Party's Miscast Matriarch », *CounterPunch*, 28 février 2012 ; <http://www.counterpunch.org/2012/02/27/ayn-rand-the-tea-partys-miscast-matriarch/>.

les yeux s'embuent de rêves devant des champs de richesse jamais espérés¹. Ils la vénèrent. Sa légitimation de la haine froide drapée des plis de la justice les lobbyistes de la Chambre de commerce qui demandent l'abrogation de la loi qui permettrait aux pompiers du 11 Septembre d'obtenir des soins de santé sur le long terme, soins dont ils ont désespérément besoin après avoir été exposés à des émanations toxiques dans les premiers jours qui ont suivi le désastre. Elle a soufflé à l'oreille de Michael Douglas le texte « L'avidité au gain est la plus grande des vertus » (« *Greed is good* ») qu'il récita avec talent dans le film *Wall Street*. Elle a aidé les agents financiers de Wall Street à étaler à leur fenêtre la banderole narquoise « Nous sommes le 1 % » en réponse aux protestations de la rue du mois d'octobre 2011. Et on se souviendra que lorsqu'en septembre de la même année la foule a hurlé « Oui » à la question « Doit-on laisser mourir quelqu'un qui n'a pas pris une assurance santé privée ? », on entendait en écho ce que dit un jour son disciple le plus fervent, Alan Greenspan, ancien président de la Réserve fédérale, la Banque centrale des États-Unis : « La justice est implacable. Les [entrepreneurs] créateurs dont le but inflexible est la rationalité atteignent les plus hauts degrés de joie et d'épanouissement. Les parasites qui évitent de manière persistante cette destinée périssent... comme il se doit². » L'autre partie de l'équation est que les créateurs non seulement méritent d'être milliardaires, mais qu'il serait

1. Ce n'est pas la première fois qu'une telle permission est donnée. Au début du XVI^e siècle, aux prémices de l'économie mondiale, Luther et Calvin déculpabilisèrent l'or et les banques. Le capitalisme était né.

2. Interview au *New York Times* (1958). Le contexte est donné dans l'article suivant consacré à Ayn Rand et ses disciples : <http://www.nytimes.com/2007/09/15/business/15atlas.html?pagewanted=all>.

suicidaire pour les États-Unis de vouloir leur faire payer des impôts qui ne servent qu'à faire vivre les parasites. Ayn Rand est à la tête d'une singulière révolte : celle d'Atlas, ce géant qui refuserait de porter le monde sur son dos, la révolte des riches contre les mendiants (tous ceux que l'État fait vivre ou protège). D'où le titre de son roman dont le succès ne fait que croître, trente ans après sa mort : *Atlas Shrugged (La Révolte d'Atlas)*, paru en français en 2011, grâce au don d'un riche mécène, sous le titre *La Grève*¹ (au sens non pas du rivage mais de « Atlas fait grève »).

Passons, dans la deuxième partie du présent ouvrage, à ce moment où, selon son titre, « La haine se glaça ». Car au *mythos* il faut un *logos* pour passer au statut d'idéologie. La passion laisse place à la rationalisation, le temps de *la théorie du choix rationnel* développée par l'École de Chicago et ses vedettes consacrées par plusieurs prix Nobel. C'est une théorie qui sied aux idéologies en ce qu'elle est infiniment simple et réductionniste : elle applique les modèles de microéconomie à tout le champ des comportements humains, politiques y compris. C'est, en ce sens, la fin de l'histoire comme l'entendait Francis Fukuyama².

Sous l'égide de l'École, pendant une quarantaine d'années, les structures de langage et de pensée changent dans les universités, médias et cercles politiques au point qu'il n'est plus possible de formuler une question politique sans référent économique et que le bien commun est défini uniquement

1. Ayn Rand, *La Grève*, Paris, Les Belles Lettres, 2011, traduction de Sophie Bastide-Foltz.

2. Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, 1993.

en termes de croissance économique. Cela ne se fit pas par un enseignement du type platonicien, re-transmis au monde par ses disciples admirateurs. Cela se fit de manière méthodique et subtile et dans le silence de la mer. L'ancien directeur du *Harper's Magazine*, Lewis Lapham, dira dans un article au titre évocateur (« Les tentacules de la rage ») que la reconstruction de la pensée dans les centres de recherche et les universités avec l'aide des toutes-puissantes « fondations » fut « le mécanisme non institutionnel le plus puissant jamais mis en place dans une démocratie, dans le seul but de promouvoir un système de croyances¹ ».

C'est un système de croyance dont la simplicité sied à la logique binaire de l'informatique et qui nous impose une morale ou plutôt une discipline universelle. « La discipline du marché », laquelle est reliée à l'idée de concurrence libre nécessaire si l'on veut maximiser l'efficacité et donc les rendements. Les règlements et lois (vus comme non naturels, immoraux et inefficaces) ne sont pas nécessaires, et une main invisible veillera à tout, nous disciplinant au besoin. Selon cette doctrine, c'est le marché qui s'est chargé de discipliner et de mettre au pas la Grèce, la France et l'Espagne, pays coupables d'être trop généreux envers des improductifs.

Dans la troisième partie, « Et la haine se fit chair », nous comprendrons mieux peut-être l'histoire des politiques américaines, faite de déréglementations et de privatisations qui, sur plus de trente ans, ont réduit le gouvernement à cette peau de chagrin qu'un discours devenu unique lui assigna. « La main invisible », telle qu'interprétée par

1. Lewis H. Lapham, « Tentacles of Rage. The Republican propaganda mill, a brief history », *Harper's Magazine*, vol. 309, n° 1852, 1^{er} septembre 2004.

Milton Friedman, la vedette de l'École de Chicago, frappa la réalité politique de plein fouet au point où nombreux sont ceux qui avancent l'hypothèse selon laquelle jamais philosophie politique, si ce n'est celle de Marx, ne contribua autant à changer la répartition des pouvoirs dans le monde en général et aux États-Unis en particulier.

Milton Friedman qui vient de mourir à un âge avancé avait l'énergie des grands prosélytes. Il a parcouru le monde de l'Inde à l'Islande en passant par le Chili, la Chine et les États-Unis où il se multiplia. Forts des conseils qu'il leur prodigua, les présidents, qu'ils soient démocrates ou républicains, acceptèrent comme une nécessité cette discipline du marché que Friedman disait nécessaire à la survie. On n'en discuta pas même les prémisses. Les présidents successifs parlèrent tous la même langue, utilisant des mots tirés d'un discours unique dont nous analyserons longuement la fabrication, sciences cognitives aidant et lobbying finançant. On ne peut notamment comprendre en effet la vie politique des États-Unis sans comprendre l'influence du lobbying qui désespère, entre autres, Bill Moyers, l'un des observateurs les plus profonds de la scène politique américaine. « Nos hommes politiques, déclare-t-il lors d'une conférence, ne sont guère que des blanchisseurs d'argent dans le trafic de pouvoir et de politiques¹. » Il ne s'agit pas ici d'une de ces phrases théâtrales auxquelles la scène politique française nous a habitués : aux États-Unis le passage de pouvoir du public au privé est un fait pratiquement accompli.

Les idéologies ont la vie dure. La débâcle économique

1. Bill Moyers, conférencier d'honneur, « The countervailing force to corporate power », Public Citizen's 40th Anniversary Celebration, 20 octobre 2011 ; <http://www.niemanwatchdog.org/index.cfm?fuseaction=background.view&backgroundid=584>.

des marchés financier et immobilier de 2007-2008 ne fut perçue en rien comme l'échec des politiques du laissez-faire, bien au contraire : les passions se déchaînèrent. Ce sera le temps des fanatismes dont nous présenterons la colère dans la quatrième partie.

Un petit regroupement populiste parti de rien, le Tea Party, dûment financé par des « mains invisibles » mais généreuses, les mêmes qui ont financé Ayn Rand, va ajouter cet élément passionnel à l'idéologie lorsqu'elle cherche à dévier l'attention et la colère sur un bouc émissaire, ici, à vrai dire, un troupeau de boucs. On brûle les livres, on pend en effigie, on invective, et certains mots sont systématiquement accueillis par des huées, socialisme en tête. Cela a dépassé les scènes de rue lorsque, lors du combat pour la primaire républicaine, Newt Gingrich, aspirant à la présidence des États-Unis d'Amérique, a accusé un de ses adversaires de... parler français, preuve de sa sympathie politique envers le pays toujours considéré comme le plus socialiste d'Europe, même du temps de la présidence de Nicolas Sarkozy.

Mais revenons aux États-Unis. Autour des malheureux boucs émissaires, et dans une atmosphère de curée, d'étranges alliances se font entre les intégristes qui voudraient revenir à une religion d'État (dont l'un des candidats à l'investiture en vue de la présidentielle) et les nouveaux pouvoirs qui ne croient qu'aux chiffres. C'est une de ces alliances souvent éphémères mais elle risque cette fois de perdurer dans la mesure où l'idéologie du chiffre et de la croissance ne veut pas s'encombrer avec les déchets qu'elle produit : non seulement les déchets dits naturels mais également les déchets que représentent certains humains, ceux dont la

